RAPPORT DE LA MINORITE
« A GAUCHE TOUTE ! POP&Gauche en mouvement - solidaritéS» SUR LES COMPTES 2007 DE L'ETAT DE VAUD

En décembre 2006, nous n'avons pas pu accepter le budget 2007 estimant qu'il s'agissait d'un budget qui poursuivait une politique d'austérité et d'économies, au détriment des prestations de services publics, des intérêts des usagers et des conditions de travail de la fonction publique vaudoise. Par exemple, la réduction des subsides à l'assurance-maladie a conduit au fait que, pour une part significative des assuré-e-s, ces subsides ne compensent absolument pas l'augmentation de la charge financière liée à la hausse des primes. Les recettes, et notamment les rentrées fiscales, avaient été largement sous-estimées par le gouvernement et sa majorité au Grand Conseil pour justifier cette politique et limiter les investissements nécessaires à l'amélioration, sur le long terme, des conditions de vie de la très grande majorité de celles et ceux qui habitent ce canton. Les comptes qui vous sont soumis pour adoption sont ainsi le résultat d'une politique sociale-libérale. Dans la fonction publique, le récent projet de Decfo/Sysrem, même s'il a été amélioré grâce à la grève massive du 31 janvier 2008, est un des résultats de cette politique, une démarche de « nouvelle gestion publique », imposant une flexibilité et une charge accrues pour le personnel ainsi que des processus de restructuration et de rationalisation destructeurs de prestations et d'emplois.
Les faits sont têtus. Comme le relève la COFIN dans son Rapport, *« l'Etat de Vaud enregistre, pour la troisième année consécutive, un bénéfice dans le compte de fonctionnement (…) l'excédent de revenu provient… principalement de revenus supérieurs au niveau des recettes fiscales »*. Celles-ci sont supérieures de 504 mios par rapport aux prévisions budgétaires et de 347 mios par rapport à celles de l'exercice 2006. Les dépenses d'investissement prévues, pourtant déjà réduites à la portion congrue, n'ont même pas été injectées dams leur totalité par l'Etat dans l'économie vaudoise : 59,1 mios de moins que ne le prévoyait le budget !
La dramatisation volontaire du poids de la dette, sous prétexte de ne pas laisser un fardeau aux générations futures, est en fait un instrument politique. Elle sert d'argument pour ne pas répondre à toute une série de besoins sociaux, actuels et futurs, par exemple en matière de logement, alors même que le Conseil d'Etat prévoit une augmentation de la population résidente dans le canton de 100'000 en 2020! Le véritable objectif recherché par le Conseil d'Etat est de ne pas remettre en cause les privilèges fiscaux, dont profite une petite minorité de multi-millionaires. La récente déclaration du président du groupe libéral au Grand Conseil est très significative de ce point de vue : *« L'Etat a besoin des riches pour s'occuper des plus démunis »*! Et de poursuivre la politique des cadeaux fiscaux dans l'intérêt des plus riches… Dans le même logique, le projet du Conseil d'Etat de diminuer de 87 mios les recettes se situe dans le cadre d'une politique des caisses vides, et non dans la volonté d'un allègement de la charge fiscale pour les familles et les contribuables aux revenus modestes, voir moyens, accompagnée d'une progression plus grande de l'imposition pour les hauts revenus et les gros bénéfices. Nous soulignons qu'il n'y a, dans ce canton, pas de problème sérieux en matière de finances publiques, si les plus riches étaient taxés comme il se doit pour contribuer au bien commun. Il y a avant tout un problème de redistribution de la richesse ! Il est ainsi urgent en particulier de supprimer le plafonnement de l'impôt sur le revenu, d'aligner la taxation vaudoise à forfait sur les riches étrangers sur celle du canton de Genève ou de se donner les moyens de traquer les fraudeurs du fisc. L'acceptation des comptes n'est pas un acte administratif, c'est un acte politique qui donne un quitus à un projet politique. Le groupe A Gauche toute! vous invite en conséquence à refuser les comptes 2007.

Lausanne, le 11 juin 08 Le rapporteur : Jean-Michel Dolivo